



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8587^e séance

Vendredi 26 juillet 2019, à 10 heures
New York

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Safronkov
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Sipaco Ribala
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M. Lewicki
République dominicaine	M. Beras Hernández
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite la représentante de l'Afghanistan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo; et la représentante de la section afghane de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, M^{me} Jamila Afghani.

M^{me} Afghani participe à la présente séance par visioconférence depuis Kaboul.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue à la Vice-Secrétaire générale, S. E. M^{me} Amina Mohammed, à qui je donne la parole.

La Vice-Secrétaire générale (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui sur les femmes et la paix et la sécurité en Afghanistan, et je remercie le Conseil de son engagement constant sur cette question.

Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères condoléances au Gouvernement et au peuple afghans au lendemain des terribles attentats qui ont eu lieu hier. Les attaques aveugles qui tuent des femmes et des enfants sont un affront à notre humanité et un crime au regard du droit international humanitaire. L'ONU se tient aux côtés des Afghans dans leurs efforts pour parvenir à une paix et une sécurité durables.

Cette semaine, je suis rentrée d'une visite en Afghanistan, que j'ai effectuée avec la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix et les Directrices exécutives d'ONU-Femmes et du Fonds des Nations Unies pour la population. Il s'agissait de la troisième visite de ce type, après celles effectuées au Nigeria et en République démocratique du Congo en 2017, ainsi qu'au Tchad, au Niger et au Soudan du Sud l'année dernière. Notre objectif était d'évaluer les

progrès accomplis depuis la visite du Secrétaire général en Afghanistan il y a deux ans et de poursuivre sur cette lancée, ainsi que d'envisager comment l'ONU pouvait appuyer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Je remercie sincèrement le Gouvernement et le peuple afghans de leur hospitalité et des échanges importants et constructifs qu'ils ont eus avec nous. Je remercie les membres de la communauté internationale qui ont pris le temps de nous rencontrer et de nous faire part de leurs espérances lorsque nous étions à Kaboul. Je remercie les entités du système des Nations Unies présentes en Afghanistan de défendre nos valeurs dans un contexte à haut risque.

Au cours de notre visite, nous avons eu le privilège de nous entretenir avec S. E. le Président Ashraf Ghani, S. E. le Chef de l'exécutif, la Première Dame et d'autres hauts responsables et dignitaires religieux. Nous avons effectué une visite sur le terrain dans la province de Bamiyan, et nous nous sommes entretenues avec un grand nombre de dirigeantes et de décideuses extraordinaires, parmi lesquelles beaucoup de jeunes, qui travaillent dans des organisations de la société civile, dans le secteur de la sécurité, sont cheffes d'entreprise ou travailleuses sanitaires.

Les Afghanes ont payé un lourd tribut pendant le conflit qui a fait rage dans leur pays durant la majeure partie des quatre dernières décennies. Sous le Gouvernement taliban, les femmes et les filles n'avaient accès ni à l'éducation, ni aux services de santé, ni à la protection contre la violence extrême, et ne pouvaient pas non plus participer à la vie politique ou publique. Ces 18 dernières années, il y a eu des avancées considérables. Des femmes occupent des postes de responsabilité dans les Ministères de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur. Environ 27% des fonctionnaires sont des femmes, et plusieurs femmes sont maires ou gouvernent des provinces.

Des élections décisives sont prévues au mois de septembre, et la Commission électorale indépendante et la Commission du contentieux électoral sont toutes les deux dirigées par des femmes. Il est capital pour la légitimité du système politique que toutes les parties prenantes – notamment le Gouvernement, les dirigeants politiques, les candidats et les partis – contribuent à créer un environnement propice à un processus électoral crédible. Je sais que la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, reviendra plus en détail sur cette question le moment venu.

Comme nous l'avons encore constaté hier, le conflit se poursuit en Afghanistan. En 2018, le pays a enregistré le plus grand nombre de victimes civiles depuis que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan a commencé à comptabiliser les pertes humaines en 2009. Au cours des cinq premiers mois de l'année, plus de 100 000 personnes ont été déplacées en raison du conflit, et nous savons que les déplacements augmentent le risque de violence fondée sur le genre dans toutes les régions. Dans les zones où les Taliban ont repris le contrôle, des crimes d'honneur, des lapidations et d'autres violations des droits des femmes ont été signalés. La paix, la sécurité et la stabilité économique sont une nécessité urgente.

Pendant notre visite, les Afghanes que nous avons rencontrées ont plaidé vigoureusement en faveur de la paix, mais une paix qui préserve leurs droits durement acquis et ne revienne pas sur les progrès accomplis. Toutes les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues veulent une paix inclusive centrée sur les femmes et – je dirais même – sur les victimes et les survivantes année après année. Les femmes afghanes, comme les femmes du monde entier, doivent participer aux décisions qui auront une incidence sur leur avenir. À Bamiyan, nous avons vu l'incroyable travail de déminage que réalisent les femmes avec l'appui de l'ONU, risquant leur vie aux côtés des hommes pour garantir la sécurité de leurs communautés.

L'inclusion n'est pas seulement la bonne démarche à adopter pour les femmes et les filles, c'est la seule manière d'assurer une paix durable. Comme nous l'a dit une femme : « Il est illusoire de penser que l'on peut atteindre une vraie paix en retirant leurs droits aux gens ». Il faudra du temps pour que la paix soit durable et elle doit couvrir l'ensemble du pays, y compris les femmes et les victimes. Construire une culture de paix, c'est s'attaquer aux violations et aux divisions du passé. Le pays a besoin de tourner la page.

L'inclusion et le consensus sont également essentiels pour créer les plus grands dividendes de la paix possibles, au bénéfice de tous les secteurs de l'économie et de toutes les segments de la société. Nous devons continuer d'aider les Afghans à rétablir la confiance entre les communautés et à lutter contre la stigmatisation et la discrimination fondées sur le sexe, l'appartenance ethnique ou les différences régionales.

L'Afghanistan a fait de grands progrès pour les femmes depuis la chute des Taliban. Plus de 3 millions d'enfants sont retournés à l'école, et 9 des 11 millions

d'enfants afghans sont maintenant scolarisés. Les investissements dans la réduction de la mortalité maternelle sauvent des milliers de vies. L'amélioration des infrastructures et de l'approvisionnement en électricité permet aux régions les plus reculées d'accéder aux possibilités économiques nationales, y compris les exportations vers les pays voisins. Nous l'avons vu à Bamiyan, où un hôpital provincial dispense gratuitement des soins de classe mondiale aux habitants de Bamiyan et des régions voisines. Cela a été rendu possible par le partenariat novateur entre le Gouvernement et la Fondation Aga Khan.

L'Afghanistan a fait plus pour investir dans le leadership des femmes que de nombreux pays disposant de moyens plus importants. Les femmes, et en particulier les jeunes femmes, commencent à revendiquer leur juste place dans tous les domaines de la société, et beaucoup forcent tout simplement l'admiration. Un chef d'entreprise, qui a créé des centaines d'emplois pour les femmes dans une usine et sur un marché, m'a dit : « Quand on autonomise une femme, on autonomise une génération ».

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 contient de grandes promesses pour la vie des Afghans dans tout le pays. Vingt-quatre institutions des Nations Unies travaillent en partenariat stratégique avec le Gouvernement sur des questions allant de la sécurité alimentaire et de l'eau salubre à l'état de droit, souvent au péril de la vie de leur personnel. La réforme du système des Nations Unies pour le développement permet à notre équipe de pays de travailler de manière plus intégrée que jamais auparavant, répondant ainsi à l'appel lancé par le Président pour qu'elle soit plus efficace, efficiente et soucieuse de répondre aux priorités nationales.

La réalisation de l'objectif 5 de développement durable, relatif à l'égalité des sexes, sera essentielle pour faire en sorte que les femmes aient accès à l'éducation, aux soins de santé et à un travail décent et qu'elles soient représentées dans tous les secteurs de la société et dans tous les processus décisionnels politiques et économiques, notamment au Gouvernement et dans les négociations de paix. L'objectif 16, qui vise la paix, la justice et des institutions efficaces, sera également essentiel pour la tenue d'élections libres, équitables et crédibles, pour instaurer la confiance dans les institutions de l'État et pour faciliter la réconciliation et la réintégration des ex-combattants après la signature de tout accord de paix.

À court terme, 6,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence à travers l'Afghanistan. À la moitié de l'année, le plan d'aide humanitaire pour l'année n'est financé qu'à hauteur de 27 %. Nous devons accroître le niveau d'urgence pour apporter un appui et une protection immédiats aux personnes déplacées et à celles qui en ont le plus besoin.

L'Afghanistan se trouve à un carrefour important. Nous nous félicitons de l'engagement du Gouvernement en faveur de la paix et du respect des droits démocratiques de tous les Afghans, qui ont connu des souffrances inimaginables ces dernières décennies. Les femmes afghanes jouent un rôle central dans la création de communautés pacifiques et inclusives offrant des possibilités aux femmes, aux filles, aux hommes, aux garçons, aux personnes handicapées, aux victimes et aux survivants du conflit. Elles ont besoin de l'appui de l'ensemble du système des Nations Unies et de la communauté internationale pour investir dans l'exploitation des acquis, tout en maintenant la paix, et elles le méritent.

Les voix des femmes, en particulier des victimes, doivent être entendues à la table du processus de paix et au-delà. J'ai le plaisir d'annoncer que nous envisageons un investissement important visant à prévenir et mettre fin à la violence à l'égard des femmes en Afghanistan dans le cadre de notre Initiative Spotlight, menée conjointement avec l'Union européenne.

Au cours de notre visite, mes collègues et moi-même avons vu d'énormes raisons d'espérer. Nous sommes repartis avec un ferme optimisme dans un avenir meilleur pour l'Afghanistan et son peuple impressionnant.

J'exhorte le Conseil à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les Afghans à réaliser leurs espoirs et leurs aspirations à une paix, une stabilité et une prospérité durables.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Mohammed de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : C'est une année importante pour l'Afghanistan, car la population afghane marque le centième anniversaire de son indépendance. Comme la Vice-Secrétaire générale vient de le souligner, le pays se trouve à un tournant décisif, avec une chance sans précédent d'instaurer la paix. Un certain nombre d'initiatives sont en cours et l'élection présidentielle aura lieu dans neuf semaines seulement.

Je voudrais informer brièvement le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation politique depuis que le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Tadamichi Yamamoto, a fait un exposé au Conseil le 19 juin (S/PV.8555). Je vais dans un premier temps parler des élections. Notre message au peuple afghan est que la prochaine élection présidentielle, prévue pour le 28 septembre, doit être crédible et se tenir selon le calendrier établi. Nous sommes heureux de fournir une fois de plus une assistance technique pour la conduite des élections.

J'ai le plaisir d'annoncer que la Commission électorale indépendante a fait des progrès constants dans la préparation du scrutin. Lors de notre récente visite, j'ai rencontré des membres de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral afin d'obtenir une mise à jour de leurs plans et de connaître les défis auxquels ils sont toujours confrontés. En plus d'une importante équipe d'appui technique intégrée aux deux organes électoraux, l'ONU a également déployé deux membres sans droit de vote au sein de chaque Commission. Il s'agit d'anciens commissaires électoraux expérimentés de Bulgarie, du Ghana, du Kenya et du Népal, nommés pour conseiller les Commissions. Les commissaires afghans ont été nommés au moyen d'un processus consultatif auquel ont pris part les partis politiques, la société civile et les candidats à l'élection présidentielle.

En ce qui concerne les progrès réalisés, un budget électoral de 149 millions de dollars a été finalisé. Le Gouvernement s'est engagé à en couvrir une partie importante, soit 90 millions de dollars. La communauté internationale s'est quant à elle engagée à financer les 59 millions de dollars restants.

La mise à jour des listes électorales vient de s'achever. Plus d'un demi-million d'Afghans de plus se sont inscrits, dont environ 36 % sont des femmes. C'est la première fois que les citoyens ont eu l'occasion d'examiner et de corriger la liste électorale de 2018. La Commission électorale indépendante a annoncé un chiffre provisoire de 9,6 millions d'inscrits sur les listes électorales pour les élections à venir. Elle s'emploie également à mettre en œuvre la vérification biométrique des électeurs et la technologie de transmission électronique des résultats. Si elles sont mises en œuvre avec succès, ces technologies auront pour effet d'intensifier la lutte contre la fraude et permettront de s'attaquer aux problèmes post-électorales spécifiques observés en 2018.

L'évaluation de la sécurité de plus de 5 000 bureaux de vote est terminée. Des mesures de sécurité sont également mises en place pour la campagne électorale. Toutefois, la sécurité a été une préoccupation constante lors des élections afghanes, portant souvent atteinte au droit de vote, en particulier à celui des femmes et des personnes vivant dans des zones très peu sûres. Nous encourageons le Gouvernement afghan et la Commission électorale indépendante à prêter attention à la sécurité de tous les électeurs, y compris des femmes, au cours du processus.

En prévision de la campagne électorale, qui commence ce week-end, la Commission électorale indépendante a également émis des lettres d'accréditation destinées aux agents des candidats à l'élection présidentielle. Il y a maintenant 18 candidats à la présidence, dont trois ont des femmes comme candidates à la vice-présidence sur leur liste.

Malgré les progrès accomplis, il reste des défis à relever. Le recrutement de milliers de membres du personnel électoral doit être finalisé. La formation de ce personnel, ainsi que celle des observateurs et des agents des candidats, est extrêmement importante. L'équipement et le matériel nécessaires devront être en place pour achever tous les préparatifs en temps voulu et organiser les élections à venir d'une manière crédible et transparente. À seulement neuf semaines du scrutin, les Commissions sont engagées dans une course contre la montre et il n'y a pas de place pour des retards de nature technique ou politique. Une collaboration étroite entre tous les acteurs est essentielle pour s'assurer que les mesures qui restent à prendre le soient conformément au calendrier électoral fixé.

Toutefois, le succès des élections ne dépend pas uniquement de questions techniques. Garantir l'égalité des chances pour tous les candidats est la clé d'élections crédibles. L'ONU exhorte tous les acteurs à faire preuve de retenue et à respecter l'indépendance de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral. Nous encourageons également les deux Commissions à communiquer régulièrement avec un large éventail de parties prenantes et à veiller à ce que le public soit tenu pleinement informé pendant le processus.

De même, nous attendons des candidats et des autres parties prenantes qu'ils assument leur importante responsabilité pour garantir la crédibilité du processus électoral. Le succès ou l'échec d'une élection incombe d'abord et avant tout aux dirigeants politiques

eux-mêmes. Une élection présidentielle crédible est essentielle pour donner au Président nouvellement élu l'autorité nécessaire pour rassembler le pays dans le processus de paix.

J'en viens maintenant au processus de paix. Comme l'a déclaré la Vice-Secrétaire générale, tous les Afghans que nous avons rencontrés ont clairement exprimé leur désir d'une paix immédiate et considèrent les événements récents comme une occasion sans précédent d'instaurer la paix après tant de décennies de conflit. Des pourparlers directs entre les États-Unis et les Taliban se poursuivent. La première conférence de paix interafghane, organisée conjointement par l'Allemagne et le Qatar, s'est tenue les 7 et 8 juillet à Doha. Si les délégués, y compris des représentants gouvernementaux, ont participé à titre individuel, il s'agissait là d'un important pas en avant vers un objectif commun : l'ouverture de négociations officielles entre le Gouvernement afghan et les Taliban en vue de parvenir à un accord de paix durable. D'autres conférences interafghanes sont prévues.

L'action régionale en faveur du processus de paix afghan s'est également intensifiée. Les 10 et 11 juillet, des représentants de la Chine, de la Russie et des États-Unis ont tenu leur troisième consultation sur le processus de paix afghan à Beijing. Le Pakistan s'est joint à la consultation. Le 19 juillet, le cinquième cycle du dialogue de coopération pratique Chine-Afghanistan-Pakistan s'est tenu à Islamabad.

Nos interlocuteurs ont souligné qu'il ne fallait pas chercher à obtenir la paix à n'importe quel prix, et en particulier qu'il ne fallait pas sacrifier les acquis démocratiques des 18 dernières années. J'ai été encouragée de voir des représentantes participer au dialogue à Doha. Comme la Vice-Secrétaire générale l'a souligné précédemment, les femmes doivent participer pleinement, efficacement et directement aux pourparlers et aux négociations de paix pour que le processus de paix soit durable.

Une solution politique au conflit en Afghanistan demeure plus pertinente que jamais, car les civils continuent d'être les principales victimes du conflit. Trop souvent, des civils sont blessés ou tués, notamment lorsqu'ils sont pris entre deux feux, frappés par des armes explosives ou délibérément pris pour cible. Nous appelons toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire, à faire en sorte que les organismes humanitaires puissent fournir une assistance vitale et à distinguer entre combattants et cibles civiles pour protéger les civils des hostilités.

Les Afghans méritent la paix et le droit de choisir leurs représentants. L'ONU reste déterminée à aider l'Afghanistan dans ses efforts visant à instaurer la paix, la stabilité et la prospérité. Comme l'a dit la Vice-Secrétaire générale, nous exhortons le Conseil de sécurité à faire de même.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Afghani.

M^{me} Afghani (*parle en anglais*) : Je suis Jamila Afghani, Présidente de la section afghane de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, organisation féministe et pacifiste qui œuvre pour la paix par l'égalité, la justice et la démilitarisation. Je suis également Directrice exécutive de Medica Afghanistan, qui fournit chaque année des services psychosociaux et juridiques à environ 2 000 victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Au cours de mes 22 années en tant que dirigeante religieuse féministe, j'ai formé plus de 6 000 imams et 10 000 femmes militantes à la défense et à la promotion des droits de l'homme, en mettant l'accent sur les principes de modération, de justice sociale, de tolérance, d'égalité des sexes et de participation sociale. Ma déclaration d'aujourd'hui portera sur trois questions principales : l'impact sexospécifique du conflit, l'importance de la tenue d'élections libres et régulières, et la nécessité d'une participation significative des femmes afghanes aux pourparlers de paix.

Le conflit en Afghanistan a fait des morts, des blessés et des déplacés parmi la population civile, et plus de 2 millions de réfugiés vivent à l'extérieur du pays. Rien qu'au cours du premier trimestre de 2019, 110 000 personnes se seraient ajoutées au nombre des déplacés. Il ne fait aucun doute que la situation humanitaire en Afghanistan reste grave et exige une attention immédiate.

La violence fondée sur le genre, la violence armée et l'inégalité d'accès à l'éducation et aux mesures d'atténuation de la pauvreté ont également un impact négatif sur les femmes. Les femmes vivent sous la menace constante de l'insécurité, et leurs droits politiques, civils, sociaux et culturels sont sévèrement restreints. Leur capacité à accéder librement à l'éducation et au travail – à se rendre en toute sécurité à l'école et au travail – est affectée par les attaques contre les écoles et les lieux de travail. La situation est pire pour les femmes et les filles dans les zones rurales.

La violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles du fait d'acteurs étatiques et non étatiques se poursuit. Plus de 60 % des femmes ont été victimes de violence. Le fait de prendre pour cible des écoles et du personnel éducatif, les raids nocturnes sur les logements, l'enlèvement et le recrutement de garçons pour la violence armée, les actes de violence contre les journalistes, les travailleurs des médias et les établissements de santé, la torture des détenus ayant participé au conflit, l'enlèvement et l'assassinat de chefs religieux, et la violence sexuelle et fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles continuent à caractériser la situation des droits de l'homme en Afghanistan.

Pourtant, malgré le fait que les femmes sont touchées par le conflit, et même si les femmes et les jeunes constituent la majorité de la population afghane, ils jouent un rôle mineur dans la vie politique et économique du pays. Les femmes continuent d'être reléguées au second plan dans le cadre des pourparlers de paix actuels.

Après quatre décennies de guerre, l'Afghanistan est aujourd'hui à un tournant décisif. Deux importantes tâches nous attendent : le processus de paix et la prochaine élection présidentielle.

La tenue d'élections libres, régulières et sûres sera importante pour la réussite des pourparlers de paix entre les Afghans et des négociations officielles entre le Gouvernement et les Taliban. Lors des élections précédentes, les sondages indiquaient qu'environ 4,2 millions des 8,8 millions de personnes inscrites sur les listes électorales avaient effectivement voté. De nombreux Afghans semblent être restés chez eux au lieu de se rendre dans les bureaux de vote par crainte de la violence. Le vote a également été entaché d'obstacles techniques et de corruption dans tout le pays. L'élection présidentielle de septembre prochain exigera que ces problèmes soient résolus afin d'assurer la pleine participation des électeurs afghans, en particulier celle des femmes et des personnes handicapées. Nous sommes également préoccupés par la possibilité d'élections manquées et d'un gaspillage des ressources, ce qui creuserait le fossé entre les partis politiques, le Gouvernement afghan et les Taliban. C'est là un point qui exige l'attention immédiate de l'Organisation des Nations Unies et des autres acteurs concernés.

Depuis septembre 2018, les États-Unis et d'autres pays ont travaillé dans la hâte pour faciliter les efforts visant à parvenir à un règlement de paix négocié. Le processus de paix a été caractérisé par le manque

évident d'une participation significative des femmes et d'autres catégories telles que les victimes directement touchées par la guerre, ce qui a alarmé de nombreuses personnes qui savent qu'une délégation inclusive pour la paix est importante pour assurer le succès du processus et la durabilité de la paix en Afghanistan.

Les femmes afghanes doivent être en mesure de participer de manière significative aux décisions qui les concernent directement, notamment à la conception, à la mise en œuvre et au suivi de ces décisions. Bien que les États-Unis soient tenus d'assurer la participation active des femmes aux processus de paix, conformément à leur propre loi nationale sur les femmes, la paix et la sécurité de 2017 et à leur stratégie sur les femmes, la paix et la sécurité de 2019, leur approche des pourparlers de paix avec les Taliban a plutôt conduit à la marginalisation des femmes dans le processus de paix.

Les femmes ont participé en tant que membres du Haut Conseil pour la paix aux discussions en vue d'un futur accord de paix, mais ce n'est plus une voie viable pour une contribution significative des femmes au processus de paix car le Haut Conseil pour la paix ne doit servir que d'organe consultatif, se contentant de sensibiliser le public plutôt que de contribuer directement au processus de paix. En outre, les Afghans demeurent préoccupés par l'éventualité d'une politisation des pourparlers de paix par des acteurs nationaux, régionaux et internationaux qui ne défendent pas les intérêts des Afghans. Lors des récents pourparlers de paix de Doha, 11 participantes résolues ont démontré leur solidarité et leur engagement envers les intérêts nationaux et ont communiqué directement avec les Taliban au sujet de leurs droits,

Les femmes afghanes d'aujourd'hui ne sont pas celles d'il y a 30 ou 40 ans.

Nous connaissons nos droits; ils nous ont été accordés par notre foi et sont garantis par la Constitution, comme l'exigent les conventions internationales ratifiées par l'Afghanistan. La communauté internationale doit se tenir à nos côtés en ce moment critique et veiller à ce que nos droits ne soient pas compromis pour obtenir un accord de paix politique. Elle doit faire activement pression pour que les femmes aient une place à la table des négociations et participent publiquement et activement à la construction de l'avenir de leur pays afin d'assurer une paix durable à la nation.

J'exhorte donc le Conseil à assurer la mise en place de procédures claires pour faire participer des

femmes afghanes de diverse origine aux négociations de paix et aux efforts de règlement des conflits, notamment les négociateurs et les chefs religieux qui peuvent combler les lacunes politiques actuelles dans le sens d'une paix durable. En outre, le Conseil doit veiller à ce que l'organisation et la facilitation des élections prévues d'ici la fin de l'année fassent une place aux femmes en renforçant la sécurité des électrices et des candidates et en créant des réseaux entre le Gouvernement, la société civile et les autres parties prenantes afin de promouvoir la participation des femmes en tant qu'électrices, candidates et observatrices. En tant qu'organe le plus important et le plus digne de confiance au monde, l'ONU doit appeler à un cessez-le-feu immédiat et à l'arrêt des effusions de sang des deux côtés.

Enfin, le Conseil doit s'enquérir des mesures prises pour assurer la sécurité et la protection des femmes dirigeantes, des médiatrices religieuses, des militantes des droits des femmes, des défenseuses des droits de la personne et des femmes journalistes.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Afghani de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir mis cette question à l'ordre du jour. Il n'a pas été difficile de vous convaincre, puisque nous coprésidons le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité. Je vous remercie beaucoup et je remercie également mon collègue indonésien, en compagnie duquel je suis corédacteur pour l'Afghanistan, et c'est pourquoi, dans un geste commun, nous avons inscrit cette question très importante à l'ordre du jour.

Je voudrais tout d'abord remercier la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de leur voyage en Afghanistan. Cette visite a envoyé un signal très important au système des Nations Unies et à la communauté internationale, et ce signal a été reconnu dans le pays. Je les remercie également de leurs exposés.

Je ne peux que souscrire à ce qu'elles ont dit en ce qui concerne la question des femmes, de la paix et de la sécurité. Tout d'abord, M^{me} Mohammed nous a rappelé les progrès réalisés. Quand on pense aux Taliban d'il y a 20 ans, on se souvient de la marginalisation des femmes qui n'avaient pas le droit de recevoir une véritable éducation ou d'accepter un emploi, et encore moins

de participer à la vie politique. Les progrès accomplis jusqu'à aujourd'hui sont donc très positifs. Comme l'a dit la Vice-Secrétaire générale, « les femmes se lèvent ». Les femmes vont maintenant à l'école. Je me souviens, lorsque j'étais en Afghanistan il y a des années, j'ai vu des filles dans une salle de classe et j'ai été touché par leur vif désir d'apprendre. C'est une image merveilleuse. D'après les statistiques que nous avons entendues, les femmes participent maintenant à la vie politique. Elles ont un emploi. Elles sont journalistes. Elles se lèvent, comme l'a dit M^{me} Mohammed. Davantage d'infrastructures – comme les écoles – leur sont ouvertes. Beaucoup a été déjà fait. Il doit être absolument clair que, quel que soit le résultat du processus politique, les droits acquis jusqu'à présent doivent être sauvegardés et garantis. Et, bien entendu, nous devons aller plus loin.

Nous avons entendu parler des aspects positifs, mais l'exposé de Jamila Afghani nous a fait découvrir le côté négatif de l'équation. Le conflit se poursuit. Nous voudrions exprimer nos condoléances pour les récentes attaques qui ont eu lieu. Les femmes – et même les enfants – continuent d'être les premières victimes des conflits. Elles doivent survivre dans une situation de violence et trouver comment garantir la survie de leur famille. Nous apprenons la violence sexuelle et fondée sur le genre continue de sévir dans le pays. Il reste donc beaucoup à faire.

Pour ce qui est de la participation des femmes, nous avons entendu qu'elles participaient, mais pas en première ligne. C'est merveilleux qu'il y ait trois femmes candidates à la vice-présidence, mais il n'y a aucune femme candidate à la présidence. Nous nous félicitons que la Représentante permanente de l'Afghanistan auprès des Nations Unies soit une femme, bien qu'elle ne soit pas ici aujourd'hui. L'Allemagne n'a pas encore eu de Représentante permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons changer cela – peut-être pas trop rapidement – mais cela doit changer.

En ce qui concerne ce qui doit être fait dans le cadre des négociations, l'Allemagne a contribué à la mise en place du dialogue interafghan, dans lequel 20 % des participants étaient des femmes – nous sommes très heureux que Jamila Afghani soit l'une des participantes – mais cela ne suffit pas. Au cours des négociations qui se déroulent à Doha entre les États-Unis et les Taliban, nous devons veiller à ce que les femmes ne restent pas à l'arrière-plan, mais qu'elles soient assises à la table, écoutées et capables d'avoir un impact réel pour que leurs droits soient respectés. Le pays ne sera

pas en paix tant que les droits des femmes ne seront pas protégés et qu'elles ne bénéficieront pas de l'égalité des chances. En outre, il est extrêmement important que les auteurs des crimes commis rendent des comptes.

Je remercie M^{me} Mohammed de ses observations sur le travail de l'Organisation des Nations Unies. Je me félicite vivement de la coopération avec l'Initiative Spotlight lancée conjointement par l'Union européenne et l'ONU. Il y a peut-être un point à relever au sein du système des Nations Unies : le personnel local de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pourrait comprendre davantage de femmes, ce qui, je pense, aurait également un fort impact.

Dans son appel en faveur d'une plus grande participation des femmes, que nous appuyons tous, Jamila Afghani a déclaré que la communauté internationale devait se tenir aux côtés des femmes afghanes. Je peux confirmer que le Conseil de sécurité les appuie, et j'espère que tout le monde se joindra à cet effort. La communauté internationale la soutient également, ainsi que son action. Nous lui souhaitons plein succès dans ses efforts.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué la présente séance. L'avantage de parler après mon collègue allemand et co-rédacteur, c'est que je n'ai pas besoin de dire grand-chose. Il a soulevé de nombreux points avec lesquels je suis d'accord, à l'exception de celui qui concerne le changement de Représentant permanent. Comme l'Allemagne, nous n'avons pas encore eu de Représentante permanente, mais nous avons eu une femme Ministre des affaires étrangères.

Je voudrais tout d'abord remercier la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour leurs exposés et leur récente visite en Afghanistan. Je suis d'accord avec M. Heusgen pour dire que cette visite a certainement été une démonstration de force et de soutien au processus en cours en Afghanistan. Je voudrais également remercier M^{me} Jamila Afghani pour sa valeureuse action au service des femmes afghanes.

C'est une période critique pour l'Afghanistan, alors que les efforts en faveur d'un dialogue interafghan s'accroissent et que le pays se prépare à l'élection présidentielle de septembre. Nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé à cet égard. Nous sommes heureux d'apprendre qu'un nombre croissant de personnes s'inscrivent sur les listes électorales

et que 36 % d'entre elles sont des femmes. C'est un signe de progrès.

Les femmes afghanes ont réclamé à maintes reprises que les droits et les rôles des femmes ne soient pas compromis au nom d'un accord. Je pense que c'est un point sur lequel nous pouvons certainement être d'accord avec M^{me} Jamila Afghani. La mission de solidarité de deux jours à laquelle n'ont participé que des hautes représentantes de l'ONU, axée sur les femmes et la paix et la sécurité, a renforcé le message que la communauté internationale se préoccupe du bien-être des femmes afghanes. Leur participation véritable à l'édification d'un Afghanistan ouvert et démocratique garantit que les droits de tous les segments de la société sont égaux et protégés.

Je vais ajouter trois observations. Premièrement, on ne saurait trop insister sur la nécessité que les femmes participent davantage et de manière significative au processus de paix et de réconciliation. L'Indonésie reste fermement convaincue qu'une participation véritable des femmes au processus de paix et de réconciliation augmente les chances de pérenniser la paix. Nous nous félicitons que cinq des 37 membres du conseil de réconciliation créé par le Président Ghani en novembre 2018, en tant qu'équipe de négociation, soient des femmes. Nous espérons que le nombre de femmes et la portée de leurs rôles continueront d'augmenter.

Nous avons été heureux d'apprendre à l'instant de la bouche de la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed que les femmes jouent un rôle croissant en Afghanistan, qu'il s'agisse de l'amélioration du taux de scolarisation, de la réduction du taux de mortalité maternelle ou de la participation à la vie politique. Il reste cependant beaucoup à faire. Nous sommes évidemment en accord avec M^{me} Mohammed lorsqu'elle dit que, pour construire une culture de paix, le seul moyen de faire la paix est d'intégrer les femmes. C'est là un aspect extrêmement important.

Deuxièmement, je tiens à souligner l'importance de continuer à intégrer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en Afghanistan. Des signes positifs de plus en plus nombreux montrent que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité a été mis en avant au cours des dernières années, mais ces progrès doivent s'étendre à tout le pays. L'Indonésie espère que la réussite du processus de paix et de réconciliation permettra d'accomplir des progrès irréversibles dans tous les domaines. À cet égard, nous appuyons les efforts que déploie le Gouvernement pour finaliser la deuxième

phase du Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité pour la période 2019-2022.

Nous saluons également l'élection de deux femmes : à la tête de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral. En outre, le fait que 36 % des 8,5 millions d'électeurs inscrits pour les élections parlementaires d'octobre 2018 étaient des femmes illustre leur enthousiasme de contribuer au processus démocratique. Cependant, nous avons entendu le plaidoyer de M^{me} Afghani et nous convenons qu'il est nécessaire de renforcer la participation des femmes à la vie de la démocratie afghane, et j'estime que le Conseil doit faire plus à cette fin.

Troisièmement, la situation en matière de sécurité doit s'améliorer. Il est regrettable qu'en dépit du processus de paix en cours, les bombardements et les attaques se poursuivent, faisant de nombreuses victimes civiles. Cela ne peut pas durer. Nous appelons tous les dirigeants politiques afghans à adhérer au processus de paix et à protéger les civils. L'Indonésie condamne les attaques commises hier dans plusieurs provinces afghanes, et nous exprimons toute notre sympathie et présentons nos condoléances aux familles des victimes et au Gouvernement afghan. Les attaques contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, constituent un crime.

Nous réaffirmons une fois de plus que la violence et l'extrémisme n'ont rien à voir avec la religion. En conséquence, l'Indonésie continuera d'appuyer les initiatives visant à faire en sorte que les oulémas participent au processus de paix de manière à transmettre un message de paix et d'harmonie et à devenir la voix de la raison.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens en premier lieu à remercier la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de leurs exposés sur leur récente mission conjointe en Afghanistan, où elles se sont rendues en compagnie des Directrices exécutives du Fonds des Nations Unies pour la population et d'ONU-Femmes, et d'avoir exposé la situation actuelle en Afghanistan. J'ai par ailleurs écouté attentivement les observations de M^{me} Jamila Afghani, qui s'est exprimée au nom de la société civile afghane.

La situation en Afghanistan est arrivée à un tournant. Les préparatifs électoraux et le processus de paix et de réconciliation avancent en parallèle, alors que la situation en matière de sécurité est une source

de préoccupation et que la situation humanitaire reste sombre. L'ONU et la communauté internationale doivent continuer d'appuyer le processus politique et de réconciliation afghan, les préparatifs de l'élection présidentielle et le renforcement des capacités en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et le maintien de la stabilité. Elles doivent également honorer leurs engagements s'agissant de fournir une assistance pour améliorer la situation humanitaire au niveau local et contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan, ainsi qu'à sa réintégration dans le cadre de la coopération économique régionale.

Même si elles représentent une force importante pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les femmes sont également un groupe vulnérable qui devient une proie facile en période de conflit armé. Les femmes sont des contributrices et des participantes importantes au processus de paix. La communauté internationale doit aider l'Afghanistan à renforcer la protection des femmes et à garantir leur pleine participation à la prise de décisions dans le domaine politique et dans le processus de paix. Dans le même temps, il importe également de prendre en compte et de respecter pleinement les réalités sociales et les traditions culturelles locales, de renforcer les capacités du pays en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité, et de respecter l'appropriation nationale de ce processus.

La Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, a parlé à l'instant des consultations entre la Chine, la Russie et les États-Unis tenues à Beijing, qui ont constitué le troisième cycle de consultations organisé à Beijing à propos de l'Afghanistan. Nous nous félicitons que le Pakistan ait participé à ces consultations et nous avons la certitude qu'il jouera un rôle absolument crucial dans la promotion de la paix en Afghanistan. Après cette réunion, les quatre parties ont publié une déclaration conjointe sur le processus de paix afghan. Je saisis cette occasion pour présenter au Conseil les résultats de ces consultations.

Les quatre parties ont échangé leurs vues sur la situation actuelle et sur les efforts conjoints visant à parvenir à un règlement politique qui permettra de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité en Afghanistan et dans toute la région. Elles ont souligné l'importance du consensus trilatéral sur le processus de paix afghan, atteint à Moscou le 25 avril. Elles se sont félicitées des progrès récents, et les principales parties concernées ont poursuivi leurs entretiens et intensifié leurs contacts. Elles se sont également félicitées des

réunions entre parties afghanes organisées à Moscou et Doha.

Les quatre parties ont appelé les acteurs concernés à saisir l'occasion de faire la paix et à lancer immédiatement des négociations entre les Taliban, le Gouvernement et les autres parties afghanes. Elles ont réaffirmé que les négociations devaient être dirigées et contrôlées par les Afghans et convenu en outre que ces négociations devaient aboutir à l'établissement d'un cadre pour la paix dans les plus brefs délais. Ce cadre doit garantir une transition ordonnée et responsable des responsabilités en matière de sécurité et fixer les détails d'un accord futur relatif à l'ouverture de l'espace politique qui soit acceptable pour tous les Afghans.

Les quatre parties ont encouragé toutes les parties à prendre des mesures pour atténuer la violence, conduisant ainsi à instaurer un cessez-le-feu global et permanent qui permettra de lancer les négociations entre parties afghanes. Les quatre parties ont décidé de maintenir la dynamique des consultations et inviteront d'autres acteurs importants à se joindre à elles sur la base du consensus trilatéral convenu le 25 avril à Moscou. Ce groupe élargi se réunira au début des négociations entre parties afghanes.

La Chine est favorable à ce que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et les autres entités compétentes jouent un rôle accru sur la question de l'Afghanistan. Aux côtés de la communauté internationale, la Chine est disposée à continuer de contribuer à la sécurité, à la stabilité, au développement et à la prospérité de l'Afghanistan.

M. de Rivière (France) : Je souhaite tout d'abord adresser mes condoléances aux familles des victimes des attentats qui ont touché Kaboul hier. Une fois de plus, des populations civiles ont été prises à partie dans des circonstances tragiques.

Je remercie la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed pour son intervention et surtout pour la visite qu'elle a menée la semaine dernière en Afghanistan. Celle-ci a permis d'envoyer un message fort sur la participation et la protection des femmes. Je souhaiterais également remercier M^{me} DiCarlo pour sa présentation et M^{me} Afghani pour son engagement en faveur de l'inclusion des femmes dans la vie politique afghane.

Je remercie enfin le Pérou, l'Allemagne et l'Indonésie d'avoir pris l'initiative d'organiser cette réunion. L'égalité entre les femmes et les hommes et la participation des femmes sont des priorités de la diplomatie

française menée par le Président Macron en Europe, au Groupe des Sept et à l'ONU. Nous nous réjouissons d'avoir l'occasion d'échanger aujourd'hui sur ce sujet.

Je formulerai aujourd'hui deux observations principales. La première porte sur la question de la protection des femmes. Elles demeurent, comme les dernières 24 heures l'ont une nouvelle fois souligné, les premières victimes du conflit. Nous ne devons pas perdre de vue qu'elles continuent de faire l'objet des pires violences, notamment dans les zones contrôlées par les Taliban. La France réitère son plein soutien à l'Afghanistan et aux efforts continus du Gouvernement pour protéger les femmes des violences, notamment sexuelles.

Nous saluons les engagements entrepris afin de mettre pleinement en œuvre le plan d'action pour les femmes et la paix et la sécurité et appelons l'Afghanistan, avec le soutien de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de la communauté internationale, à poursuivre en ce sens. Nous rappelons l'importance du programme Spotlight de l'Union européenne pour renforcer la lutte contre les violences à l'égard des femmes et favoriser ainsi leur autonomisation et l'égalité des femmes et des hommes.

Ma seconde remarque porte sur la participation des femmes dans le processus de paix et la vie politique afghane. Celle-ci doit, plus que jamais, demeurer au cœur des préoccupations du Gouvernement afghan, de la MANUA et de la communauté internationale. Pour s'inscrire dans la durée et répondre aux attentes de l'ensemble de la population, le processus de paix devra être inclusif. Il est indispensable que les femmes participent de manière directe et significative aux discussions de paix.

La France salue les progrès réalisés lors de la réunion de Doha les 7 et 8 juillet. Nous avons accueilli à Paris en juin dernier une délégation de 15 femmes afghanes pour échanger sur leur rôle dans le processus de paix et effectuer des formations à la négociation. Pour autant, le chemin à parcourir reste long et la préservation et le renforcement des acquis de l'Afghanistan en matière de droits de l'homme – dont les droits des femmes – doit demeurer une priorité absolue.

À deux mois de l'élection présidentielle, il est donc essentiel de poursuivre les efforts en faveur d'une pleine participation des femmes à la vie politique et aux processus électoraux. Des progrès ont été enregistrés, puisque les femmes constituent désormais 35 % de l'électorat pour l'élection présidentielle à venir de septembre,

soit une augmentation de 8 % par rapport aux élections législatives d'octobre dernier. Nous encourageons le Gouvernement afghan à prendre toutes les mesures permettant à toutes les femmes afghanes de voter. Il est regrettable qu'aucune femme ne soit candidate à l'élection du 28 septembre. Les femmes continuent d'être confrontées à de trop nombreuses difficultés qui vont de l'intimidation et des menaces physiques au manque de moyens financiers. Notre soutien, dans le cadre de la MANUA et au-delà, reste donc indispensable.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de réaffirmer les trois priorités sur lesquelles nos efforts doivent porter en cette période charnière : d'abord, redoubler d'efforts pour la protection des civils, y compris du personnel humanitaire et médical, et répondre aux besoins humanitaires; ensuite, faire aboutir les efforts pour atteindre une paix négociée et durable en Afghanistan; enfin, assurer la tenue et le bon déroulement de l'élection présidentielle. Il est impératif que la communauté internationale et en particulier le Conseil de sécurité continuent à accompagner l'Afghanistan vers la paix, la démocratie et le développement.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer nos condoléances à la Tunisie suite au décès du Président et voudrais également m'associer à mes collègues pour condamner les récents attentats à Kaboul et dans d'autres parties de l'Afghanistan, qui sont un triste rappel des raisons pour lesquelles la paix est si essentielle. L'Afghanistan a assez souffert de ces attaques, et nous adressons nos plus sincères condoléances et notre sympathie au Gouvernement et aux familles des victimes.

Comme d'autres, je me réjouis que nous puissions avoir cette discussion aujourd'hui. Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'avoir organisée, ainsi que la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Rosemary DiCarlo, et M^{me} Afghani, de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Lorsque j'étais en Afghanistan, j'ai pu constater par moi-même l'excellent travail accompli par la Ligue. Il est donc positif d'en apprendre plus aujourd'hui.

Par ailleurs, nous nous félicitons vivement que la Vice-Secrétaire générale ait pu se rendre dans le pays, d'autant plus, si je puis me permettre, avec une jambe cassée; cela demande beaucoup de courage et d'organisation, et je l'en remercie infiniment. Je pense que cela souligne non seulement l'importance de la question, mais aussi la détermination dont nous faisons tous

preuve pour aider l'Afghanistan et essayer de faire avancer ce programme vraiment important.

Comme l'a dit la Vice-Secrétaire générale, je peux confirmer que l'Union européenne et l'ONU redoubleront d'efforts pour lutter contre la violence à l'égard des femmes en Afghanistan grâce à l'Initiative Spotlight. La première fois que je me suis rendue à Kaboul, c'était juste après l'assassinat de Farkhunda Malikzada à la mosquée. C'est une question qui est restée très présente à mon esprit, car elle mérite de nouveaux efforts, malgré l'excellent travail entrepris à ce jour.

Au Royaume-Uni, nous avons une Envoyée spéciale mondiale pour l'égalité des sexes, qui s'est également rendue à Kaboul au début du mois pour appuyer la participation des femmes aux discussions préliminaires et au processus de paix lui-même. Comme d'autres l'ont mentionné, le récent dialogue interafghan à Doha, que l'Allemagne et le Qatar ont facilité, est une excellente nouvelle. Près de 25 % des participants non Taliban étaient des femmes. Il est clair qu'il y a encore beaucoup à faire, mais c'est un début encourageant sur lequel nous pouvons nous appuyer.

Nous savons tous que nous avons besoin d'un véritable processus politique en Afghanistan pour donner à tous les Afghans – et je veux insister sur le mot « tous » – la meilleure chance de décider de l'avenir de leur pays. Nous appuyons sans réserve les efforts déployés actuellement par le Gouvernement afghan et les États-Unis, et en particulier par le Représentant spécial Zalmay Khalilzad, dont beaucoup d'entre nous se souviennent du temps où il était Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

J'espère que l'ensemble de la région, ainsi que la communauté internationale pourront appuyer des négociations de paix interafghanes inclusives, tenues sans délai et avec la pleine participation des deux parties au conflit, y compris, en particulier, évidemment, le Gouvernement afghan légitime. Je nourris également l'espoir que chaque fois que nous serons témoins de tentatives visant à faire reculer les droits des femmes, nous pourrions faire entendre notre voix pour nous y opposer. Tout règlement politique doit s'appuyer sur les progrès réalisés en matière de droits de l'homme, et cela inclut l'égalité des sexes au cours des 18 dernières années. La Vice-Secrétaire générale a exposé ce point avec beaucoup d'éloquence.

Comme beaucoup d'orateurs ce matin, nous suivons de près les élections. Elles sont cruciales pour

la stabilité politique et l'inclusion futures. Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Gouvernement de financer une part importante du budget électoral, ce qui envoie un message fort d'appropriation des efforts à l'échelle nationale. Nous exhortons également la Commission électorale indépendante, avec l'appui des ministères afghans compétents, à poursuivre ses efforts pour organiser des élections crédibles, ouvertes à tous et en temps opportun, en collaboration avec les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, afin que le peuple afghan puisse exercer son droit de vote en toute sécurité. Je sais par expérience à quel point les élections sont importantes pour le peuple afghan, et j'espère que nous accorderons l'attention voulue à la nécessité d'assurer la participation pleine, effective et véritable des femmes, à la fois comme électrices et comme candidates.

Les élections sont une opération civile. Elles ne doivent pas être prises pour cible. Le scrutin a lieu dans les écoles et les lieux publics et implique les citoyens ordinaires. Une attaque contre les élections serait une attaque contre le peuple afghan dans son ensemble. Nous espérons donc que tous les acteurs politiques se comporteront de manière responsable et constructive, afin que les élections puissent être pacifiques et inclusives. À cet égard, je voudrais noter et saluer l'engagement pris par les Taliban lors du dialogue interafghan de Doha de s'abstenir de prendre pour cibles les civils. Nous espérons qu'ils tiendront cette promesse envers leurs compatriotes.

Pour le Royaume-Uni, nous restons déterminés à appuyer une paix sans exclusive en Afghanistan. En juin, l'Ambassadrice d'Afghanistan et moi-même avons annoncé la création d'un groupe d'amis des femmes en Afghanistan, qui sera officiellement lancé cet automne. Cette initiative vise à compléter les efforts usuels de coopération menés par le Royaume-Uni avec les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix en Afghanistan. Nous avons récemment organisé des consultations sur ce que signifie pour elles le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et nous sommes penchés sur la meilleure manière d'utiliser le prochain anniversaire de la résolution 1325 (2000) pour atteindre leurs objectifs. Nous attendons avec intérêt de faire avancer les conclusions de ces consultations dans les mois à venir, dans le contexte du processus de paix en Afghanistan.

Pour terminer, nous demeurons fermement déterminés à aider le peuple et le Gouvernement afghans à assurer un avenir pacifique, inclusif et prospère, fondé sur l'égalité des droits et la participation.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information, suite à la récente visite en Afghanistan de M^{me} Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies.

La Côte d'Ivoire condamne également avec la plus grande fermeté les attaques meurtrières qui se sont déroulées hier à Kaboul, et adresse ses condoléances au Gouvernement afghan et aux familles endeuillées.

Ma délégation félicite la Vice-Secrétaire générale et M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe, pour leurs présentations respectives, qui éclairent le Conseil sur les enseignements tirés de cette mission de solidarité consacrée à la problématique femmes, paix et sécurité. Elle salue également M^{me} Jamila Afghani, de la section afghane de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, pour sa contribution. La qualité de la délégation onusienne lors de cette visite, composée de M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Natalia Kanem, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, et M^{me} Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU-Femmes, traduit tout l'intérêt que revêt la participation des femmes au processus de restauration de la paix et de la sécurité en Afghanistan.

Dans un contexte marqué par la persistance de nombreuses pesanteurs sociales, la visite de la Vice-Secrétaire générale est, de l'avis de ma délégation, un message fort et un encouragement aux autorités afghanes à poursuivre leurs efforts pour une participation accrue des femmes dans les institutions et le processus de paix, conformément aux conclusions de la conférence nationale tenue le 12 décembre 2018 à Kaboul. En dépit des défis persistants, la condition des femmes afghanes a connu, ces dernières années, des améliorations encourageantes, en termes d'accès à l'éducation de base, à la santé et à l'emploi. Ainsi, elles contribuent de plus en plus au développement de leur pays.

Malgré la faiblesse des financements, les efforts des autorités afghanes dans la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) se sont concrétisés, notamment, par l'adoption d'un plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité. Cette initiative permet de renforcer le rôle des femmes dans les processus de négociation et de règlement des conflits. Toutefois, bien que l'article 22 de la Constitution garantisse l'égalité hommes-femmes, la contribution des femmes aux processus de paix et leur participation à la vie politique

restent encore faibles, en raison des pesanteurs liées à l'inégalité des sexes.

Alors que les pourparlers en cours nourrissent l'espoir d'une paix en Afghanistan, ma délégation espère que les acquis actuels des femmes afghanes dans les domaines politiques et économiques seront préservés. Ma délégation se félicite, à cet égard, de la croissance progressive du nombre de femmes dans l'enseignement, le système judiciaire, l'armée et la police. On dénombre aujourd'hui plus de 68 000 enseignantes, dont 800 professeures d'université dans des établissements privés et publics, ainsi que plus de 6 000 femmes magistrates, procureures, avocates, policiers et membres du personnel de l'armée.

Pour conclure, ma délégation salue la nomination de deux femmes à la tête de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral, deux institutions clefs dans l'organisation de l'élection présidentielle du 28 septembre prochain. La bonne organisation de ce scrutin constituera une preuve de la contribution indispensable des femmes au renforcement de la paix et de la stabilité en Afghanistan, comme ailleurs dans le monde.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous remercions M^{me} Jamila Afghani de l'exposé qu'elle nous a présenté avec franchise. Nous tenons à lui dire que nous savons très bien qu'en aidant les femmes, nous aidons l'ensemble de l'Afghanistan.

Nous remercions également de leurs exposés les courageuses femmes qui sont à la tête de l'Organisation des Nations Unies, à savoir la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo. Il est très important qu'elles se soient rendues en Afghanistan pour y recueillir des informations de première main. Leur récente visite dans le pays et la mission du Conseil à Kaboul en janvier 2018 ont confirmé que la situation sur place n'est pas seulement difficile, mais tout à fait critique. Le pays reste secoué par des actes terroristes sanglants à grande échelle, notamment à Kaboul. Il y a eu une augmentation du nombre de victimes civiles, y compris des femmes et des enfants, ainsi que du nombre de victimes parmi les membres de l'armée et de la police afghanes, dont nous saluons au passage le dévouement dans la lutte contre le terrorisme. Des mesures coordonnées sont nécessaires pour lutter contre cette tendance néfaste.

Nous sommes gravement préoccupés par la présence de l'organisation terroriste État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en Afghanistan. Les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes ont emporté quelques succès ici et là, mais les militants continuent de renforcer leurs positions et leur influence, notamment dans le nord et dans le sud du pays, en grossissant leurs rangs avec des combattants terroristes étrangers venus de Syrie et d'Iraq. La diversification des méthodes et des canaux de recrutement des jeunes de l'EIIL nous préoccupe également.

La menace terroriste est inextricablement liée au problème de la drogue, qui constitue une grave menace pour l'Afghanistan, la région et le monde. L'argent de la drogue alimente le terrorisme. Nous pensons qu'il est absolument indispensable de maintenir et d'intensifier nos efforts au niveau international pour combattre ce fléau. Nous tenons à appeler l'attention sur les opérations et mesures expertes mises en place par l'Organisation du Traité de sécurité collective dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants. La Russie entend aider l'Afghanistan à devenir un État pacifique, indépendant et prospère qui ne produit ni terroristes ni menace liée à la drogue. Nous continuerons de travailler avec nos amis afghans pour éliminer les menaces à la sécurité, principalement celles provenant de l'EIIL et d'Al-Qaïda, et pour renforcer les capacités des organismes civils et des organes chargés de la sécurité et de la lutte contre les stupéfiants.

Malgré la situation militaire et politique difficile dans laquelle se trouve l'Afghanistan, nous pensons que la période est propice à un règlement pacifique et à la réconciliation nationale, avec la participation de toutes les composantes sociopolitiques possibles du pays. À l'heure actuelle, la coopération internationale s'articule autour du règlement du conflit régional en Afghanistan. Nous pensons qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Nous estimons que ce processus ne doit pas se transformer en une foire aux vanités ni en une compétition politique. Notre objectif commun est de préserver un État afghan unifié, indivisible et ethniquement diversifié, qui offre des chances égales dans la vie à tous les groupes de la population, y compris aux femmes.

La Russie a toujours appuyé les aspirations du peuple afghan à une paix durable. Nous avons un intérêt réel à promouvoir le processus de paix et de réconciliation dirigé et pris en main par les Afghans, ainsi que la stabilisation du pays qui s'ensuivra. Un Afghanistan pacifique, stable et prospère est notre objectif commun.

Nous sommes prêts à continuer d'apporter notre aide à cette fin. C'est cet objectif qui a guidé les efforts que nous avons déployés dans ce domaine lorsque nous avons organisé la seconde consultation tenue dans le cadre du processus de Moscou en novembre 2018, qui a réuni le plus large éventail de parties prenantes, et lorsque, en mai, nous avons également mis en place un forum de discussions interafghanes avec la délégation des Taliban.

Nous nous félicitons vivement de nos relations constructives et franches avec le peuple et les forces politiques de l'Afghanistan, et nous entendons les développer autant que faire se peut. Nous appuyons la politique visant à rendre le processus de paix en Afghanistan aussi inclusif que possible et nous encourageons la participation de toutes les forces sociopolitiques du pays, y compris les femmes. Nous sommes convaincus que l'organisation de larges discussions est essentielle à la paix en Afghanistan.

Nous nous félicitons que le dialogue interafghan, qui a été lancé à Moscou les 5 et 6 février et qui a réuni pour la première fois à la même table des femmes, des responsables politiques de premier plan et les Taliban, ait franchi un pas de plus à Doha, les 7 et 8 juillet. Nous savons que le Gouvernement allemand a grandement contribué à la tenue de ce dialogue. Il est on ne peut plus encourageant que les deux séries de négociations ont confirmé la volonté sincère de tous les Afghans de parvenir à la paix et à la réconciliation. Nous saluons le fait que, tant à Moscou qu'à Doha, les participants ont adopté une déclaration finale qui reflète leur intention de continuer de progresser résolument vers la paix interafghane.

Nous voudrions mettre l'accent sur un autre format de coopération essentiel concernant l'Afghanistan, à savoir les consultations tripartites au niveau des représentants spéciaux de la Russie, des États-Unis et de la Chine. Ces derniers se sont réunis à Washington en mars, à Moscou en avril, et à Beijing en juillet. Il est important que les réunions tenues à Moscou et à Beijing se soient achevées par l'adoption de déclarations conjointes, dont a parlé en détail mon collègue chinois. Nous nous félicitons que le Pakistan se soit joint aux consultations de la troïka à Beijing. Nous sommes convaincus que l'Iran peut aussi jouer un rôle constructif dans ces pourparlers.

De manière générale, la participation d'acteurs régionaux clefs à ce format aurait un effet positif sur le processus de prise de décisions concernant la

construction après le conflit, car seules des relations de bon voisinage et la coopération permettront de régler les problèmes pressants de l'Afghanistan d'aujourd'hui. La promotion des efforts d'appui à l'Afghanistan doit inclure les activités menées par des mécanismes éprouvés. Le travail qu'effectue le groupe de contact de l'Organisation de Shanghai pour la coopération sur l'Afghanistan et la coopération entre l'Afghanistan et l'Organisation de Shanghai pour la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues présentent, selon nous, un immense potentiel.

L'Afghanistan est à la veille de l'élection présidentielle prévue en septembre. Nous pensons que cette élection doit devenir un puissant facteur de consolidation de la société afghane. En gros, le critère « unification » doit se définir à la fois par le processus de planification et par les efforts visant à réaliser la réconciliation nationale. C'est une telle approche qui permettra de consolider la dignité et la condition des femmes, qui ont été et ne resteront pas seulement un élément décoratif de l'Afghanistan, mais qui incarnent le courage dont font preuve les Afghans dans la lutte contre le terrorisme, dans la politique, la diplomatie, le journalisme, l'activité parlementaire, la réconciliation nationale et la reprise économique et sociale du pays. Nous ne devons pas oublier qu'il reste de graves défis à relever. C'est pourquoi il faut que toutes les décisions qui déterminent l'avenir de l'Afghanistan soient acceptables à tous les Afghans, y compris les femmes.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Nous remercions sincèrement la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, et M^{me} Jamila Afghani des exposés détaillés qu'elles ont présentés à l'issue de leurs importantes visites en Afghanistan et de leur participation à des réunions extrêmement importantes. Les recommandations qu'elles ont formulées reflètent le souci de régler les questions qui nous préoccupent plus que tout en Afghanistan, à savoir un processus de paix global, juste et durable.

Je voudrais me joindre à ceux qui m'ont précédé pour exprimer mes condoléances Gouvernement et au peuple afghans, ainsi qu'aux familles des victimes, suite aux attentats terroristes d'hier, que nous condamnons à nouveau, que rien ne saurait justifier, et dont il faut amener leurs auteurs et ceux qui les financent à répondre.

L'Afghanistan pâtit depuis 40 ans d'une situation instable et difficile aux plans politique et de la sécurité, qui s'est répercutée négativement sur la vie des citoyens afghans. La situation qui prévaut actuellement au plan politique en Afghanistan requiert des autorités afghanes qu'elles œuvrent de concert, fassent preuve de la souplesse nécessaire, et évitent les calculs partisans et ethniques afin de garantir une vue digne et sûre aux citoyens afghans.

Nous devons nous aussi, au Conseil, continuer à redoubler d'efforts pour appuyer le processus politique, encourager la tenue de l'élection présidentielle à la date prévue, en septembre, et appuyer les négociations en vue d'une réconciliation nationale qui fera que le processus politique en Afghanistan soit couronné de succès.

Nous ne pouvons débattre du processus de réconciliation politique en Afghanistan sans parler du rôle des femmes afghanes en tant que partie intégrante de ce processus. En effet, les femmes forment la moitié de la société et contribuent grandement à l'éducation d'une nouvelle génération en mesure d'assumer ses responsabilités. En raison donc du rôle important qu'elles jouent dans nos sociétés, il n'est que justice de veiller à ce qu'elles puissent jouir de tous leurs droits – ce qui est une revendication fondamentale, partout dans le monde et non seulement en Afghanistan, où le Gouvernement a pris des mesures contribuant à améliorer la parité des sexes dans de nombreux domaines. Nous convenons avec tous ceux qui ont présentés des exposés aujourd'hui de la nécessité de faire participer les femmes afghanes au processus de réconciliation politique afin de préserver les acquis obtenus ces dernières années.

Le Koweït est fermement convaincu que seul un règlement négocié par la voie diplomatique permettra d'instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan et dans la région. Les solutions militaires n'ont jamais apporté de règlement ni instauré de paix durable. C'est pourquoi nous appelons toutes les parties à participer de façon constructive aux efforts diplomatiques visant à instaurer la paix et à garantir les intérêts du peuple afghan. Nous sommes tout à fait conscients que la voie qui mène à la paix est longue et semée d'embûches, et nous sommes convaincus aussi que le point de départ doit être un processus de réconciliation nationale auquel participent toutes les composantes de la société afghane si l'on veut parvenir à une paix globale et durable. Une paix durable ne peut être instaurée sans une coopération régionale et sans que les pays de la

région jouent un rôle actif, facteurs qui contribuent à la paix en Afghanistan.

Nous sommes satisfaits de savoir que l'Afghanistan a tenu des réunions bilatérales avec d'autres pays de la région en vue de parvenir à des arrangements qui contribuent à améliorer la situation en Afghanistan. Nous saluons aussi les efforts déployés au niveau international par de nombreux pays, à travers leurs représentants et envoyés, en vue de faciliter le processus de réconciliation politique en Afghanistan, comme ceux que déploie M. Zalmay Khalilzad, Représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan. Nous nous réjouissons des progrès enregistrés dans les pourparlers entre dirigeants afghans qui ont eu lieu à Doha il y a quelques jours, ainsi que de l'annonce faite hier par les États-Unis et l'Afghanistan qu'ils allaient redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement négocié de la crise en Afghanistan.

Pour terminer, nous réaffirmons que les efforts diplomatiques en Afghanistan doivent être accompagnés par un investissement important dans le secteur de l'éducation. Une véritable réforme de la société commence par un investissement dans le secteur de l'éducation. En effet, de nombreux pays dévastés par les guerres et les conflits ont réussi à se hisser au rang des pays développés parce qu'ils ont décidé d'investir dans les générations futures, en consacrant des ressources au secteur de l'éducation, sans distinction entre hommes et femmes. Il n'y a pas d'alternative à un processus de développement global qui met l'accent sur le renforcement des capacités des individus et du Gouvernement et qui promeut le développement des infrastructures de base et la relance économique afin de relever les différents défis. C'est la seule voie à suivre pour remédier aux causes profondes du conflit qui se prolonge.

M. Lewicki (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord me joindre aux autres délégations pour condamner avec force les récents attentats terroristes et exprimer nos plus sincères condoléances aux familles des victimes. Ces actes odieux doivent cesser et les auteurs de ces attaques terroristes doivent être tenus d'en répondre.

Nous remercions aussi tous les intervenants de leurs exposés. Nous avons entendu dire à maintes reprises que malgré les nombreux défis auxquels les femmes afghanes continuent d'être confrontées, les progrès enregistrés ces dernières années ont été impressionnants. Je voudrais féliciter les autorités et la société afghanes, en particulier les femmes afghanes, de ces

progrès car nous – le Conseil de sécurité, la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies – sommes là simplement pour les aider dans leurs efforts visant à créer un Afghanistan stable et prospère.

Comme souligné dans la résolution 1325 (2000) – la résolution fondatrice du programme pour les femmes et la paix et la sécurité – les femmes jouent un rôle important dans la prévention et le règlement des conflits. Comme l'un des rapports de la Banque mondiale sur le rôle du genre dans la prévention des conflits violents l'indique, il existe une étroite relation entre, d'une part, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes et, d'autre part, des sociétés plus pacifiques et stables et des efforts de consolidation de la paix plus efficaces et à long terme. Nous sommes donc très heureux des progrès réalisés en matière d'autonomisation des femmes en Afghanistan, parce qu'aucune paix stable n'est possible sans la pleine participation des femmes aux processus de paix.

Dans cette même veine, nous appuyons tous les efforts visant à trouver un règlement pacifique – et ils sont nombreux à avoir été évoqués, y compris par des membres du Conseil de sécurité. Nous estimons qu'il est crucial d'assurer la pleine participation des femmes afghanes à tous les pourparlers de paix. Comme l'ont mentionné de nombreux collègues, il ne faut pas qu'un accord de paix, quel qu'il soit, compromette les acquis enregistrés par les femmes ces dernières années. Je souscris donc pleinement à ce que la Secrétaire générale adjointe DiCarlo a dit sur le fait que les femmes doivent participer pleinement aux pourparlers de paix.

Nous sommes préoccupés par la violence à laquelle les femmes afghanes sont toujours confrontées. Selon M^{me} Afghani, environ 60 % des femmes subissent toujours des violences. Dans ce contexte, nous estimons que le secteur de la sécurité et de la justice a un rôle important à jouer, à savoir que, appuyé par les communautés locales, il doit intervenir efficacement face à la violence sexiste. La culture de l'impunité doit être éliminée, et ce, dans l'intérêt de la société afghane tout entière.

À cet égard, nous saluons les efforts accrus déployés par l'Union européenne et l'ONU pour lutter contre les violences faites aux femmes dans le cadre de l'Initiative Spotlight, et nous les appuyons avec force. Nous convenons également avec M^{me} Afghani qu'une attention particulière doit être accordée aux femmes, surtout celles en situation de vulnérabilité, comme les femmes handicapées. Nous espérons que la résolution

2475 (2019), consacrée aux personnes handicapées, qui a été récemment adoptée sur l'initiative du Royaume-Uni et de la Pologne, renforcera la protection des droits des femmes handicapées et améliorera leur situation.

Je rejoins également l'Ambassadeur de l'Indonésie, M. Djani, pour souligner le rôle positif que peuvent aussi jouer les chefs religieux dans la promotion des droits des femmes. Je tiens en outre à me faire l'écho de mes collègues pour souligner à quel point il importe que l'élection présidentielle à venir soit régulière et crédible.

Je fais part de toute notre gratitude à l'ONU, à la Vice-Secrétaire générale et au personnel des Nations Unies, ainsi qu'à nos courageux collègues, qui sont à pied d'œuvre dans des conditions difficiles en Afghanistan.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : À notre tour, nous nous joignons à nos collègues aujourd'hui pour présenter nos condoléances au Gouvernement tunisien, après le décès du Président de la République, ainsi qu'aux familles des victimes qu'ont faites les attaques indicibles perpétrées hier à Kaboul.

Nous sommes heureux d'accueillir la Vice-Secrétaire générale Mohammed au Conseil. Je la remercie de son exposé et du travail acharné que l'ONU continue d'effectuer pour appuyer la paix, les droits de l'homme et le développement économique en Afghanistan. Comme elle l'a souligné dans sa déclaration, les femmes ont un rôle crucial à jouer pour appuyer l'élaboration d'un accord de paix global et durable en Afghanistan. Nous apprécions également les informations actualisées que nous a présentées M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, ainsi que la déclaration de M^{me} Jamila Afghani, qui a mis en avant certaines questions cruciales.

Cette semaine, le Président Trump a réaffirmé qu'il n'y avait pas de solution militaire à la guerre qui dure depuis des décennies en Afghanistan. Une occasion se présente en ce moment de mettre fin à la guerre et il faut la saisir. Les efforts des États-Unis visent l'élaboration d'un règlement politique inclusif qui mette un terme à la guerre en Afghanistan. Tandis que nous recherchons un règlement politique négocié pour le conflit afghan, les États-Unis restent favorables à l'idée de réunir les Afghans à la table des négociations pour décider de l'avenir de leur propre pays - un avenir qui inclue les femmes, les représentants des partis d'opposition, la société civile et les groupes minoritaires.

Je tiens à réaffirmer que les États-Unis ne cherchent pas à conclure un accord de retrait. Au contraire, nous sommes déterminés à rechercher un accord de paix global qui garantisse que l'Afghanistan ne redevienne plus jamais une plaque tournante du terrorisme transnational.

En janvier, les États-Unis et les Taliban sont parvenus à un accord de principe selon lequel un accord de paix global, quel qu'il soit, doit aborder quatre questions interdépendantes : la lutte contre le terrorisme, la présence de contingents étrangers, le dialogue interafghan qui doit mener à des négociations interafghanes, et un cessez-le-feu complet et permanent. Nous avons continué de discuter plus en détail de ces questions avec les Taliban, pas plus tard que le mois dernier à Doha. Nous avons dit clairement que nous ne négocions pas et que nous n'entendons pas négocier avec les Taliban au nom du Gouvernement ou du peuple afghan.

En parallèle des négociations avec les Taliban, nous menons des pourparlers avec le Gouvernement afghan. Notre objectif est de faciliter les négociations interafghanes, de sorte que les Afghans eux-mêmes parviennent à un règlement politique et fixent un cap pacifique et prospère pour leur pays. En juin, durant sa visite à Kaboul, le secrétaire d'État Pompeo a fixé au 1^{er} septembre une échéance ambitieuse : celle de voir les Taliban et le Gouvernement afghan parvenir, par la négociation, à un accord-cadre.

La paix est notre priorité et elle ne doit pas attendre l'élection présidentielle afghane prévue le 28 septembre. Dans le même temps, nous continuons de pousser le Gouvernement afghan et les institutions électorales à prendre toutes les mesures nécessaires pour être prêts à organiser une élection crédible.

Le Représentant spécial Khalilzad est actuellement à Kaboul pour des consultations avec le Gouvernement afghan sur les prochaines étapes du processus de paix, notamment la nomination des membres d'une équipe nationale de négociation à même de participer aux négociations interafghanes. M. Khalilzad n'a cessé de plaider pour que les femmes afghanes soient associées à ces négociations.

Non seulement les femmes afghanes devraient avoir un siège à la table des négociations, mais elles devraient aussi jouer un rôle concret dans la prise de décisions, comme d'autres l'ont dit ce matin et comme M^{me} Afghani l'a répété. Le Représentant spécial Khalilzad continue également de s'entretenir avec les

représentants de la société civile, notamment les défenseurs de la paix et les groupes de défense des droits des femmes, afin d'encourager une large participation au processus de paix.

Les Afghans, hommes et femmes, se mobilisent déjà en faveur de la paix. La conférence interafghane pour la paix, organisée à Doha, au Qatar, les 7 et 8 juillet, avec un appui déterminant de l'Allemagne, a marqué une étape positive sur la voie d'un dialogue ouvert à toutes les parties prenantes nationales afghanes. Nous avons trouvé encourageant le fait que les femmes représentaient près de 25 % des participants hors Taliban à cette conférence cruciale.

La forte présence et la mobilisation des femmes afghanes lors des récents pourparlers reflètent les progrès que l'Afghanistan a faits ces 18 dernières années. En 2001, la situation des femmes en Afghanistan était catastrophique. L'accès à l'éducation était restreint, puisque moins de 900 000 enfants – et presque aucune fille – étaient scolarisés.

Aujourd'hui, 9 millions d'enfants, dont plus de 3,5 millions de filles, fréquentent l'école primaire et secondaire. De plus, 100 000 femmes étudient dans les universités publiques et privées. Aujourd'hui, les femmes représentent 27 % des fonctionnaires afghans. Elles occupent des postes clefs du Gouvernement, puisqu'elles sont par exemple Ministres de la santé publique, de la condition de la femme, de la lutte contre les stupéfiants ou de l'exploitation minière et, désormais, Représentante permanente auprès de l'ONU, ici à New York.

Tout comme les Afghans et la communauté internationale, les États-Unis veulent protéger ces acquis, ainsi que notre investissement commun. Nous renouvelons notre engagement à tous les Afghans qui appuient les droits de la personne, y compris les droits des femmes, des filles et des minorités ethniques.

Pendant que les Afghans continuent de rechercher la paix, les préparatifs se poursuivent pour une élection présidentielle crédible, organisée dans les délais impartis. La préparation de l'élection présidentielle, notamment la publication de la liste électorale définitive, l'impression des bulletins de vote et le recrutement et la formation des agents électoraux, se poursuit à un rythme soutenu. Les donateurs ont également financé à hauteur de 59 millions de dollars, dont environ 29 millions de dollars proviennent des États-Unis, le budget électoral, qui s'élève à 149 millions de dollars.

Nous continuons d'exhorter le Gouvernement afghan, la Commission électorale indépendante et tous les acteurs politiques à prendre les mesures qui s'imposent pour que l'élection soit crédible.

Pour terminer, je tiens à dire que, conformément à la stratégie des États-Unis relative aux femmes et à la paix et à la sécurité, nous poursuivrons nos efforts pour placer les femmes au centre de notre action en matière de diplomatie et de développement en Afghanistan, en les protégeant en temps de conflit et en appuyant leur participation significative au processus de paix. Nous le ferons car il a été prouvé que la participation des femmes aux processus de paix permettait de conclure des accords plus viables et plus durables. Cet effort est appuyé par la loi historique sur les femmes et la paix et la sécurité, promulguée par le Président Trump en octobre 2017, faisant des États-Unis le premier pays au monde à disposer d'une loi complète sur cette question.

Je voudrais à nouveau exprimer notre gratitude à l'ONU et aux autres partenaires internationaux pour avoir appuyé le renforcement de la légitimité du processus électoral et soutenu le processus de paix en Afghanistan.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à adresser, au nom de l'Afrique du Sud, mes condoléances au Gouvernement et au peuple afghans au lendemain des récents attentats terroristes commis à Kaboul. Nous tenons également à exprimer nos condoléances au Gouvernement et au peuple tunisiens à la suite du décès du Président Béji Caïd Essebsi.

Ma délégation remercie la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, de son exposé très instructif sur sa récente visite en Afghanistan. La visite d'une délégation aussi puissante, composée des Directrices exécutives d'ONU-Femmes et du Fonds des Nations Unies pour la population et de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, témoigne essentiellement de la solidarité de la communauté internationale, en particulier l'ONU, avec l'Afghanistan et de leur appui à ce pays. Nous tenons donc à remercier également la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et M^{me} Jamila Afghani des exposés qu'elles ont présentés.

L'Afrique du Sud attend avec intérêt l'élection présidentielle qui aura lieu en septembre en Afghanistan, et nous encourageons toutes les parties à coopérer pour veiller à ce que le scrutin se déroule comme prévu et

conformément à la Constitution afghane. En outre, il est tout aussi important que les prochaines élections soient crédibles, inclusives, libres, régulières, sûres et transparentes. Nous tenons à saluer les progrès accomplis par l'Afghanistan dans ses efforts pour garantir une participation significative et inclusive au processus de paix.

La tenue, au début de l'année, de la Conférence nationale des femmes afghanes pour la paix, organisée par le Bureau de la Première Dame, avec l'appui du Haut Conseil pour la paix, du Ministère de la condition féminine, du Réseau des femmes afghanes et d'autres organisations de la société civile, est une initiative remarquable pour faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Ces activités menées par les Afghanes à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société créent un environnement propice pour que les femmes puissent continuer de jouer un rôle déterminant dans le processus de paix, mais aussi dans d'autres domaines. Une déclaration en 15 points sur le rôle des femmes a été rédigée lors de la Conférence et soumise au Président Ashraf Ghani. Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Président Ashraf Ghani de soumettre les dispositions de la déclaration à l'examen de la *loya jirga* consultative et à celui des participants aux pourparlers de paix. Il s'agit là de mesures positives pour assurer la participation pleine et entière des femmes au processus de paix en Afghanistan.

Nous tenons également à féliciter le Gouvernement afghan d'avoir élaboré la deuxième phase du Plan d'action national en faveur des femmes d'Afghanistan, et nous encourageons sa mise en œuvre intégrale. Il est remarquable que l'Afghanistan ait fait des progrès considérables pour concrétiser les aspirations de la résolution 1325 (2000) en garantissant le rôle effectif des femmes dans le processus de paix.

La pérennisation de la paix en Afghanistan dépend d'un large consensus selon lequel les femmes, ainsi que les jeunes, participent pleinement au processus de paix. Cela doit inclure leur participation à tous les niveaux de l'administration locale et nationale. Par conséquent, l'Afrique du Sud encourage la prise en compte de la problématique femmes-hommes et des préoccupations des femmes pour renforcer la viabilité de la paix et de la sécurité en Afghanistan.

Pour terminer, nous demeurons convaincus que la seule solution à long terme à la situation en Afghanistan est un processus politique global et inclusif, dirigé et pris

en main par les Afghans, en vue du règlement pacifique du conflit et d'un règlement politique sans exclusive.

M. Sipaco Ribala (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord présenter mes condoléances au peuple tunisien à la suite du décès du Président de leur pays, et remercier la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed, non seulement de son exposé brillant et éclairant, mais aussi de son action remarquable et de son engagement constant en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

De même, je voudrais remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé riche en informations. Je remercie également la représentante de la section afghane de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, M^{me} Jamila Afghani, de sa précieuse contribution.

Enfin et surtout, je félicite le Président du Conseil de sécurité, l'Ambassadeur Gustavo Meza-Cuadra, et les délégations allemande et indonésienne d'avoir organisé la présente séance. Comme les membres du Conseil peuvent le constater, cette séance d'information permet d'éclairer différents points du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, du processus de réconciliation et de la participation inclusive aux élections à venir en Afghanistan – autant de questions cruciales pour une paix durable et un processus politique véritablement inclusif.

La République de Guinée équatoriale a toujours accordé la plus grande attention au processus politique et de reconstruction en Afghanistan, notamment à l'heure où l'on prépare la prochaine élection présidentielle de septembre et les délicats pourparlers de paix. Nous sommes convaincus que, malgré les difficultés que le pays a connues, le peuple afghan trouvera le courage d'élire ses dirigeants politiques au suffrage universel, et nous espérons que les institutions étatiques chargées de la gestion des élections, les partis politiques et les partenaires internationaux veilleront à ce que les élections soient crédibles et inclusives et à ce que leurs résultats soient acceptés par toutes les parties afghanes afin d'assurer le succès du processus de reconstruction.

À un moment aussi critique précédant l'élection présidentielle, les Afghanes – comme nous l'avons souligné à maintes reprises au Conseil – doivent jouer non seulement un rôle plus important, mais aussi un rôle de premier plan. Tout en reconnaissant que des progrès considérables ont été accomplis à cet égard,

nous encourageons le Gouvernement afghan à continuer de faire participer les femmes à tous les processus de négociation et à la prise de décisions dans les processus de paix et de réconciliation. Il est clair que nous devons veiller à ce que les droits des femmes soient toujours garantis à tous les niveaux du dialogue de paix. Dans le même ordre d'idées, nous nous faisons l'écho de ce qu'à dit la Vice-Secrétaire générale et appuyons son message selon lequel les femmes doivent être au cœur des efforts visant à instaurer une paix et une sécurité durables dans le pays.

Nous avons pris bonne note de toutes les informations fournies par les intervenantes, et nous sommes convaincus que les différentes réunions tenues avec les dirigeants politiques et religieux, ainsi qu'avec divers groupes de femmes, lors de la visite de la délégation de haut niveau des Nations Unies le week-end dernier, renforceront le processus de paix en Afghanistan.

Nous devons toutes et tous promouvoir la concrétisation des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, et pérenniser la paix par l'autonomisation politique et économique des femmes. Dans ce contexte, nous nous faisons l'écho des recommandations des intervenantes, ainsi que de celles formulées à sa réunion du 10 juillet dernier par le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, créé par la résolution 2242 (2015), en vue du règlement du conflit, à savoir : appuyer la participation significative des femmes à tous les pourparlers de paix avec les Taliban, ainsi qu'aux organes de décision participant au processus de paix, notamment lors des négociations de paix officielles et informelles; demander au Gouvernement et aux partenaires internationaux de consacrer des ressources suffisantes à la mise en œuvre du Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité, qui exige la protection des défenseurs des droits de la personne; et exhorter le Gouvernement afghan à signer le Traité sur le commerce des armes et à déployer des efforts concrets pour enrayer la prolifération des armes légères et de petit calibre dans le pays.

Notre délégation appuie une politique visant à ce que le prochain processus de paix en Afghanistan soit aussi ouvert que possible et à ce qu'y participent tous les acteurs sociaux et politiques nationaux, y compris l'opposition. Nous nous félicitons donc que les dirigeants politiques se soient réunis au Qatar avec des représentants des Taliban, et nous espérons que ces consultations aboutiront au respect par toutes les parties de leurs obligations internationales et garantiront la protection

des civils, entre autres. Dans ce contexte, nous estimons également que ce processus de paix bénéficiera non seulement de l'appui de l'ONU, mais également des partenariats avec la communauté internationale, en particulier les pays de la région.

Enfin, nous sommes profondément préoccupés par les attaques constantes contre les civils, ainsi que par le niveau de violence sexuelle et fondée sur le genre qui continue de sévir en Afghanistan. À cet égard, nous nous associons aux délégations qui ont condamné les nouvelles attaques terroristes commises hier dans le pays.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : La situation des femmes en Afghanistan mérite toute notre attention. Nous nous réjouissons de la visite récente de la Vice-Secrétaire générale et de la Secrétaire générale adjointe DiCarlo dédiée à cette thématique, ainsi que de cette opportunité aujourd'hui de partager des impressions et des recommandations avec M^{me} Afghani. Il importe en effet que le Conseil donne, comme viennent de le faire les intervenantes, un signe clair de soutien aux femmes en Afghanistan, particulièrement en perspective des mois à venir, qui sont cruciaux.

J'interviendrai aujourd'hui sur quatre aspects : la prise en compte du rôle des femmes dans le processus de paix, leur rôle dans le cadre des élections, la protection des civils, et, enfin, l'appui au Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le récent dialogue interafghan facilité par le Qatar et l'Allemagne est une étape importante, mais la route est toujours longue. Nous saluons la présence de 10 femmes autour de la table, et nous encourageons une participation accrue à l'avenir. Nous réitérons l'importance de promouvoir la participation significative et égale des femmes à toutes les étapes du processus de paix. Nous soutenons pleinement les efforts nationaux et internationaux en faveur d'une paix avec appropriation des Afghans et dirigée par eux. Comme l'ont également souligné la Vice-Secrétaire générale et M^{me} Afghani, aucun accord de paix futur ne peut permettre une détérioration de la situation des femmes, et nous tenons à rappeler ici l'universalité des droits humains. Après 19 ans de conflit armé, il serait profondément injuste que les femmes paient le prix de la paix. Une paix juste et durable n'est pas possible quand la moitié de la population est exclue.

L'élection présidentielle en octobre sera une nouvelle étape vers la consolidation d'un Afghanistan

démocratique. Celle-ci devra se dérouler d'une façon sûre, juste et libre. Tous les partis politiques et institutions électorales doivent contribuer à une procédure sereine et éviter la polarisation. Il est indispensable que partout en Afghanistan, les femmes puissent se présenter comme candidates, être représentées dans les institutions électorales et voter en toute sécurité. Il serait bon que tous les candidats se prononcent durant la campagne sur les droits des femmes. Nous reconnaissons le rôle important que joue l'inclusion de la société civile, et notamment les organisations de femmes, à cet égard.

Le conflit en Afghanistan est l'un des plus mortels dans le monde et l'un de ceux qui appellent des efforts particuliers de protection des civils. La protection des civils est une priorité importante. Toutes les parties doivent respecter les règles du droit international humanitaire. Les femmes sont trop souvent victimes des attentats contre des civils, comme nous l'avons récemment vu lors des attentats à Gazni et à Kaboul. Nous condamnons l'attaque à Kaboul hier contre des employés de l'État, du fait de laquelle sept morts sont à déplorer, dont cinq femmes. Nous attendons de toutes les parties qu'elles ne ménagent aucun effort pour éviter des victimes civiles et pour garantir la redevabilité en cas de non-respect. Notre message aux Taliban est clair : condamnez le terrorisme, abandonnez la voie militaire, choisissez la voie politique et investissez dans le processus de négociation. Il n'y a pas d'alternative.

La Belgique s'engage pleinement pour la situation des femmes et des filles en Afghanistan. En décembre, nous avons versé une contribution volontaire de 2 millions d'euros à ONU-Femmes, qui appuie les autorités dans la mise en œuvre du Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous attendons maintenant le lancement de la deuxième phase du Plan d'action sur la base des enseignements retenus, en particulier en ce qui concerne le rôle de la société civile.

Nous reconnaissons le rôle important que joue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en appui à l'Afghanistan dans la mise en œuvre de son programme pour les femmes et la paix et la sécurité, comme démontré lors de la récente réunion du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité consacrée à l'Afghanistan. La Belgique appuie et partage les recommandations faites par le Groupe au Conseil. Le prochain renouvellement du mandat de la MANUA doit mettre en

avant ce travail. La Belgique y attachera une attention particulière durant les négociations.

M. Beras Hernández (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous tenons en premier lieu à présenter nos condoléances au peuple tunisien après la mort de son Président. Nous nous unissons également à la douleur de la nation afghane à la suite des récentes attaques commises à Kaboul.

Nous remercions M^{me} Mohammed, M^{me} DiCarlo et M^{me} Afghani de leurs exposés.

Dans un exercice de rapprochement bienvenu et encourageant, les dirigeants politiques afghans et Taliban se sont réunis au Qatar il y a quelques jours et ont appelé à la réduction de la violence. Nous saluons cette initiative de paix des acteurs internationaux.

Nous sommes encouragés par le compte-rendu positif de sa visite sur le terrain que nous a présenté la Vice-Secrétaire générale. Les avancées qu'elle a constatées en matière de participation des femmes et en ce qui concerne leur représentation à des postes de prise de décisions sont un motif de satisfaction. En outre, le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité s'est réuni dernièrement pour examiner, avec la Représentante spéciale et l'équipe de pays des Nations Unies, la situation des femmes, ce qui nous a permis de réaffirmer qu'il est impératif de garantir la participation des femmes à l'élection de septembre ainsi que leur présence à la table des négociations sur l'avenir du pays.

Nous tenons à souligner la résilience des femmes afghanes qui, dans un environnement hostile et profondément marqué par l'inégalité, avancent et surmontent des obstacles considérables. Nous estimons qu'il est urgent de mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre en Afghanistan, qui menace la dignité, la santé et le bien-être des Afghanes. Nous encourageons les autorités à promouvoir des mesures concrètes pour interdire ces pratiques, à mener des enquêtes indépendantes et à traduire les responsables en justice.

Nous saluons l'élaboration de la deuxième phase du Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité pour la période 2019-2022, et nous espérons qu'elle sera bientôt achevée. Nous prions le Gouvernement et les Taliban de garantir une participation significative des femmes afghanes au dialogue pour la paix.

L'Afghanistan est parvenu à une étape décisive avec l'élection et les négociations de paix. Il importe de ne ménager aucun effort pour libérer le peuple afghan de l'instabilité et de la violence. Nous avons le devoir d'accompagner ce processus, qui doit être dirigé par les Afghans, avec la participation de tous les segments de la société, en particulier les femmes et les jeunes.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Nous voudrions, nous aussi, commencer par remercier la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed, la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo et M^{me} Jamila Afghani des informations précieuses et détaillées qu'elles nous ont fournies aujourd'hui.

Nous nous associons également aux condoléances adressées au peuple tunisien à la suite du décès du Président Essebsi, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple afghans à la suite des attentats d'hier, qui ont fait de nombreuses victimes, notamment des femmes et des enfants.

Nous tenons à saluer le leadership dont a fait preuve M^{me} Mohammed en se rendant sur place pour prendre connaissance de la situation des femmes en Afghanistan. Nous nous félicitons qu'elle ait été accompagnée de M^{me} Rosemary DiCarlo, M^{me} Phumzile Mlambo-Ngcuka et M^{me} Natalia Kanem lors de sa récente visite, qui leur a permis de mieux comprendre cette réalité. Nous considérons que cette visite est particulièrement importante étant donné l'élection présidentielle qui se tiendra en Afghanistan en septembre prochain et qui doit se dérouler dans un esprit de dialogue, de tolérance, d'inclusion et de respect mutuel.

À cet égard, nous nous félicitons de la nomination historique de deux femmes à la tête de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral. Il s'agit d'un pas en avant crucial pour la participation des femmes à la vie politique du pays, ce qui contribuera indubitablement à renforcer la gouvernance et la légitimité du système politique afghan.

Par ailleurs, nous considérons qu'il est essentiel de promouvoir la participation des femmes aux processus et mécanismes de mise en œuvre du processus de paix et de réconciliation. Sur la base d'informations qu'il a reçues du terrain, le Pérou est convaincu que la participation des femmes est essentielle au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation et au maintien de la paix. À cela s'ajoute la promotion d'une plus grande participation des femmes à la prise de décisions par la création de possibilités d'emploi et l'établissement de quotas pour les fonctions gouvernementales. Nous espérons que le

Gouvernement afghan continuera d'œuvrer à la mise en œuvre du Plan d'action afghan pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que de son programme pour l'autonomisation économique des femmes.

Dans le même temps, il est nécessaire de renforcer l'accès à la justice et de lutter contre l'impunité afin que les victimes puissent avoir confiance en leurs institutions et que les auteurs d'actes de violence rendent des comptes devant les tribunaux, car dans la plupart des cas, les femmes et les filles touchées par tant d'années de conflit n'ont accès ni aux services de protection ni à l'assistance juridique.

À cette fin, le Conseil doit maintenir et renforcer sa prise en compte des questions de genre, ainsi que son programme pour les femmes et la paix et la sécurité, en particulier à l'heure de l'élaboration des mandats et du suivi des recommandations formulées. À cet égard, nous considérons qu'il est important de promouvoir un plus grand rapprochement entre le travail des organisations de femmes et celui du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, que le Pérou a l'honneur de coprésider avec l'Allemagne, lorsqu'ils examinent les diverses questions inscrites à leur ordre du jour, comme ce fut le cas lorsque nous avons examiné la situation en Afghanistan, le 10 juillet dernier.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Naeemi (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord mettre en relief trois questions très importantes qui ont été soulevées au cours de la séance d'aujourd'hui.

Premièrement, je remercie tous les membres du Conseil d'avoir condamné les attentats terroristes qui ont eu lieu hier. Cela témoigne de l'appui unanime du Conseil au peuple afghan, en particulier à ceux qui ont perdu des êtres chers. Je précise que la majorité des personnes touchées étaient des civils.

Deuxièmement, je voudrais évoquer la question des femmes. Les femmes d'aujourd'hui sont totalement différentes de celles d'hier. La situation des femmes en Afghanistan aujourd'hui ne peut être comparée, à aucun niveau, à celle du passé. Je salue et appuie sincèrement la déclaration faite par la Vice-Secrétaire générale et le travail de son équipe.

Troisièmement, j'en viens à la question des élections. Je tiens à affirmer avec force que le

Gouvernement et S. E. le Président Ashraf Ghani sont déterminés à organiser des élections libres et régulières. Le point le plus important que je voudrais souligner est la violation des droits des femmes, à l'égard de laquelle le Président Ashraf Ghani a une politique de tolérance zéro. Quoi qu'on ait pu entendre, le Président Ashraf Ghani travaille personnellement sur cette question au sein du Gouvernement et à l'échelon national.

Je remercie la Mission permanente du Pérou d'avoir organisé la présente séance d'information suite à la visite en Afghanistan de la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed et de sa délégation de haut niveau, dans le contexte du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et du développement. Je me félicite également de la participation de M^{me} Jamila Afghani à cette séance par visioconférence.

Une visite de ce type souligne réellement l'engagement de l'ONU à poursuivre son appui et à faire bénéficier de son programme les parties prenantes les plus pertinentes, c'est-à-dire les populations sur le terrain. L'ONU a toujours été un partenaire engagé dans l'intérêt de notre pays, et nous remercions M^{me} Mohammed et sa délégation d'avoir choisi de se rendre en Afghanistan à un moment où un processus vital pour l'instauration d'une paix durable et globale est en cours.

L'élan en faveur de la paix continue de se renforcer et le Gouvernement afghan est déterminé à mettre fin à ce conflit qui dure depuis des décennies. Toutefois, comme M^{me} Mohammed l'a souligné au cours de sa visite, un règlement global doit placer les femmes au centre de ses efforts et reconnaître leur rôle en tant que dirigeantes et agentes du changement, désireuses et capables de définir ce que la paix signifie pour elles. Leurs droits et les acquis institutionnels des 18 dernières années doivent être préservés et protégés. Du côté du Gouvernement, nous restons engagés à garantir le rôle sans exclusive des femmes dans la paix et le développement tout en poursuivant nos efforts en vue de bâtir un Afghanistan stable et autonome.

En ce qui concerne les autres processus en cours dans le pays, je voudrais réaffirmer une fois de plus l'engagement du Gouvernement à garantir la tenue d'une élection solide, transparente, libre et sûre le 28 septembre, date retenue par la Commission électorale indépendante de l'Afghanistan. La tenue de cette élection permettra de confirmer la volonté du peuple afghan de réaffirmer son attachement à la démocratie et à l'état de droit dans notre pays. En outre, un plan de

sécurité commun a été mis au point pour que l'élection présidentielle se déroule dans un environnement sûr.

De façon plus générale, nos forces de sécurité ont empêché les groupes terroristes de réaliser des gains importants où que ce soit dans le pays et d'opérer avec une grande confiance et une grande efficacité. Les efforts se poursuivront, en donnant priorité à la défense de notre peuple et de l'intégrité territoriale de notre pays, parallèlement aux négociations de paix en cours. À cet égard, nous appelons de nouveau les Taliban à honorer leur engagement en faveur de la paix par des actes et non par des paroles, en particulier après les explosions meurtrières d'hier à Kaboul, qui, une fois encore, ont coûté la vie à des civils innocents. Nous restons convaincus que seule une double approche, basée sur des pressions et des mesures incitatives, peut permettre de créer un environnement propice au succès d'un accord global avec les Taliban.

Malgré les défis qui restent à relever, les 18 dernières années ont vu naître un nouvel Afghanistan démocratique et en développement. Les réformes du secteur de la sécurité et du secteur civil, ainsi que de la gouvernance, nous ont permis de continuer de mettre en œuvre avec une solide détermination le Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan et les programmes prioritaires nationaux, et de poursuivre sur la voie de la stabilité et de l'autonomie en luttant contre la corruption, en autonomisant les jeunes et les femmes, en promouvant la croissance économique et en renforçant et rendant plus efficaces les institutions publiques. Ces efforts, conjugués à des mesures régionales particulières et concrètes dans le cadre des plateformes dirigées par les Afghans, de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, ont également permis à notre pays de devenir un catalyseur de la coopération économique et régionale.

Qu'il me soit permis de réaffirmer la gratitude de l'Afghanistan à l'ONU et son appui à l'action qu'elle mène dans notre pays. Nous espérons en outre que leur visite a permis à la Vice-Secrétaire générale Mohammed et à sa délégation de recevoir de précieux éclairages et avis sur l'importance d'un renouvellement en profondeur du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous attendons avec intérêt l'examen de cette question en septembre, en nourrissant l'espoir que le mandat de la MANUA sera renouvelé

pour une période d'un an au minimum, et que le document de renouvellement maintiendra les questions prioritaires essentielles pour l'Afghanistan et intégrera les faits nouveaux, notamment les proches élections et le processus de paix. L'attachement de la communauté internationale et de l'ONU au peuple afghan est essentiel s'agissant de protéger et de préserver les acquis obtenus au cours de ces années de partenariat et de transformation.

Pour terminer, je voudrais remercier une fois encore la Vice-Secrétaire générale et sa délégation de haut niveau de leur visite, qui symbolise véritablement l'engagement mutuel solide entre l'ONU et le peuple afghan. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer d'œuvrer ensemble à un Afghanistan stable et prospère.

La séance est levée à 12 h 5.